

## Candidature aux élections régionales – Félix Blanc. 36 ans. Marseille – le 13 septembre 2020

Né à Paris dans le quartier de la Butte aux Cailles, j'ai grandi dans le centre-ville de Marseille jusqu'au Baccalauréat. Après des études universitaires à Rennes et Paris, j'ai entamé une carrière de chercheur à l'EHESS, en Science Politique et en Philosophie. Mes recherches portent sur la résistance des régimes démocratiques face aux logiques de militarisation des sociétés et des institutions. Elles m'ont amené à travailler sur les enjeux éthiques, juridiques et politiques des technologies numériques. Elles m'ont aussi rapproché de l'écologie politique qui repose notamment sur deux piliers : le contrôle citoyen des choix technologiques et scientifiques ; le primat des stratégies de désescalade militaire. D'où mon engagement chez EELV en 2011, qui s'est traduit sur ces sujets par l'organisation de tables-rondes aux JDE de Marseille en 2013 (sur la situation en Syrie), en 2015 (sur la présence militaire française en Afrique), la participation au Livre Vert de la Défense au Sénat en 2014, l'organisation d'un colloque sur le désarmement nucléaire au Parlement Européen en 2019, la rédaction d'une [tribune](#) réunissant Jadot et Rivasi, etc...

Depuis 2013, ces activités de recherches se sont prolongées par un engagement associatif, devenu professionnel avec le temps. Avec l'ONG Internet Sans Frontières, j'ai monté des formations et des campagnes de plaidoyer pour défendre les droits des Internautes en Afrique subsaharienne et au Brésil (lutte contre la censure et la surveillance de masse). J'ai ainsi développé une expertise sur les questions d'accès à Internet et de contrôle citoyens des technologies numériques, qui s'est traduit par un programme de recherche sur les câbles sous-marins de l'Internet. Mon enquête est partie du Cameroun et m'a emmené au Brésil, avant de me ramener à Marseille, véritable carrefour pour ces infrastructures mondiales. Depuis 2017, je suis également le co-fondateur de l'ONG Danaïdes qui vise à renforcer les capacités locales des sociétés civiles assurant la protection des populations en cas de conflit ou de crise. Co-fondée avec l'activiste Stephanie Lamy et le professeur Richard Brooks (Clemson University), notre plateforme numérique a été sélectionnée en 2019 parmi les projets présentés au Forum de la Paix à Paris, et bénéficie du soutien du Parlement Européen et de Sciences Po Toulouse. En cours de déploiement au Tchad, en partenariat avec l'ONG Avocats Sans Frontières, cette plateforme a vocation à favoriser la coopération des acteurs locaux et des collectivités locales françaises impliquées dans la solidarité internationale – avec en première ligne les régions, donc.

Mes activités de recherches se sont également nourries de ma longue expérience d'enseignement en philosophie et science politique. Après avoir enseigné la métaphysique et la philosophie politique à la Sorbonne de 2010 à 2012, j'ai enseigné pour l'essentiel dans notre région, à l'exception d'un cours de master que je donne actuellement à Sciences Po Toulouse, dans le cadre d'un partenariat avec l'ONG Danaïdes. Professeur de philosophie en classe de terminales, j'ai enseigné comme remplaçant à Manosque, Arles et Martigues, avant d'exercer comme titulaire (à mi-temps) au Lycée Victor Hugo à Marseille. J'ai également enseigné des cours de Licence et Master en science politique à l'Université de Nice/Sophia-Antipolis, de 2013 à 2015, puis en philosophie sur le campus de Menton (Sciences Po Paris) de 2018 à 2020. Ces expériences contrastées m'ont permis de découvrir l'étendue des inégalités de notre système scolaire, de ressentir les frustrations des élèves et étudiant.es en quête de formations post-bac, mais aussi d'identifier les formidables potentialités de notre région.

Mon engagement pour l'avenir de la jeunesse est ancien. Il précède mon adhésion à EELV en 2011. Il remonte à la lutte des étudiant.es contre le Contrat Premier Embauche au printemps 2006. Participer à cette mobilisation victorieuse m'a révélé la force de l'action collective. Mais les perspectives de notre jeunesse se sont assombries avec les politiques des gouvernements successifs : réforme de l'orientation post-bac, abandon de nos universités, augmentation assumée de la précarité étudiante, etc...Avec la crise du COVID- 19, la formation et l'insertion professionnelle deviennent une priorité absolue. La région aura de nombreux leviers pour voler au secours d'une jeunesse en plein désarroi. Elle devra proposer un plan ambitieux pour favoriser les métiers de la transition écologique et se sortir de l'ornière de l'économie touristique. La crise sanitaire en a révélé les limites, pourtant maintes fois dénoncées par les écologistes. Les lycées et les organismes de formations seront aux avant-postes de ce plan de relance pour la jeunesse. Les

entreprises seront également accompagnées par des mécanismes innovants comme le revenu de transition écologique. La reconversion de notre tissu industriel doit s'accélérer sans laisser personne en bord de route.

Mon engagement est enfin le fruit de mon enracinement à Marseille. J'y suis revenu avec l'espoir que les choses pouvaient enfin changer. Sur le plan personnel, ce retour fut heureux. J'y ai rencontré ma compagne. Nous y avons fondé une famille. Mon fils de 4 ans est sur les bancs de l'École, dans le quartier des Cinq Avenues. Mais ce bonheur s'est vite heurté au sentiment récurrent de colère face à la gestion catastrophique de la ville. La perspective de barrer la route de l'équipe sortante a commencé à se faire jour, très tôt après mon retour. En septembre 2013, j'organise un débat à l'Équitable Café sur l'habitat participatif, avec l'ONG European Alternatives. La problématique du logement insalubre me frappe par son ampleur. Elle engage toute la politique locale. Mais je passe mon tour pour les élections municipales de 2014 – alors en pleine finalisation de ma thèse. Mon entrée dans le jeu politique local a lieu lors des élections régionales de 2015. Séduit par l'initiative unitaire des Chantiers d'Espoir, je participe activement aux discussions préalables à l'attelage FDG-EELV. À l'automne, j'organise avec d'autres un forum ouvert aux Docks des Suds, qui permet aux élu.es sortant.es de faire leur bilan, d'enrichir leur programme et de mobiliser dans la dernière ligne droite. Dans un contexte difficile après les attentats de novembre, la liste fait un score désastreux (6,5%).

Cet épisode me fait encore réfléchir sur les stratégies unitaires. Elles ne sont pas nécessairement synonymes de réussite. Pour que la dynamique prenne, il faut plusieurs conditions, et pour le premier tour, et pour le second tour. L'écologie ne doit plus être juxtaposée au social comme deux entités hétérogènes. L'union des forces politiques ne doit pas être vécue et perçue comme un simple cartel. Enfin, les risques du second tour doivent être soigneusement mesurés et débattus par les forces concernées. C'est dans cette optique que j'aborde les discussions des élections municipales, quelques années plus tard. Entre temps, je me suis engagé avec l'association Marseille en Commun. Je participe notamment à l'organisation d'événements qui auront un retentissement hors des murs de Marseille : d'abord dans le cadre du festival de la Nuit des Idées : le Forum des Lanceurs d'Alerte en 2018, et les Résistances Africaines en 2019. Puis, ce sera les États généraux de la démocratie locale en juin 2019. En parallèle, je participe activement à la création de la plateforme qui deviendra le Printemps marseillais, et je suis donc signataire du Mouvement Sans Précédent en juillet 2019. J'é mets toutefois une condition à mon engagement plein et entier dans cette démarche : l'union de toutes les forces de l'écologie politique. Après l'AG du 7 octobre 2019, et le choix par EELV Marseille de maintenir une liste écolo-citoyenne, je décide de m'engager pour la liste Debout Marseille et suis candidat dans le Troisième secteur.

Les leçons de la victoire marseillaise pour le scrutin régional doivent être méditées. Il est indéniable que cette dynamique est le signe de forces politiques capables de tirer les leçons des trois écueils des régionales de 2015 : les étiquettes partisans ont été mises de côté au profit d'une marque, le Printemps marseillais, qui a su mobiliser un électorat déterminé à en découdre avec la mairie sortante ; l'écologie politique n'a pas été diluée mais a plutôt été un objet d'émulation à la faveur du match entre les deux listes concurrentes de DM et PM ; les (longues) négociations de second tour ont permis une fusion victorieuse sur la ville, mais sans majorité absolue. Pour les régionales, il faut réussir à aller encore plus loin dans la construction d'une majorité large. Pour ce faire, il faudra en premier lieu mettre sur la table un projet ambitieux avec des propositions qui puissent fédérer une équipe dédiée à la cause de l'écologie politique. Il faudra aussi repartir de notre congrès régional uni.es et rassemblé.es autour d'un objectif commun : une région écolo & solidaire.